



Les printemps arabes

Arnaud Lacheret

► **To cite this version:**

Arnaud Lacheret. Les printemps arabes. Concours commun IEP 2020. Plus de 100 fiches pour réussir l'épreuve de questions contemporaines - entrée en 1re année - Révolutions / Le secret, Ellipses, pp.73-77, 2019, 9782340034242. halshs-02277919

HAL Id: halshs-02277919

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02277919>

Submitted on 4 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les printemps arabes

Par Arnaud Lacheret

Le 17 décembre 2010, sur un marché de Sidi Bouzid, en Tunisie, un jeune marchand ambulant s'immole par le feu suite à un contrôle de police. Ce geste de désespoir sera le début de ce que l'on a nommé le « printemps arabe », série de mouvements de protestations qui ont touché à divers degrés les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en ayant des répercussions pouvant être assimilées à des révolutions ou des tentatives de révolutions suivies de troubles graves et de guerres civiles dans 5 pays : la Tunisie, l'Égypte, la Syrie, le Yémen et la Libye. D'autres régimes ont vacillé et ont connu des troubles particulièrement marquants.

1- Une genèse économique

La plupart des pays arabes sont, en 2011, des régimes forts voire autoritaires, qui vont de la monarchie traditionnelle autoritaires à des régimes présidentiels où l'expression populaire par le biais des élections est assez réduite et où la société civile est loin d'être aussi développée qu'en Occident.

Economiquement, les pays arabes ont pour la plupart terminé leur transition démographique mais subissent de plein fouet les conséquences de la crise financière de 2008. Les premières manifestations viennent souvent de zones éloignées des capitales et qui s'estiment moins bien traitées. C'est le cas en Tunisie à Sidi Bouzid où rapidement, les manifestations atteignent la capitale et en Libye où c'est dans la ville de Benghazi, dans la région Cyrénaïque, que les manifestations démarreront.

En Syrie, c'est dans la ville de Deraa où une quinzaine de collégiens seront arrêtés et torturés par la police locale pour avoir écrit un graffiti contre le Président Bachar Al Assad, que les premiers soulèvements eurent lieu et entraîneront la guerre civile. Au Yémen, le Président Saleh, évincé du pouvoir, s'appuiera quant à lui sur une tribu chiite jusqu'alors écartée du pouvoir, les Houthis, pour tenter de reprendre ce dernier par la force.

Le cas égyptien est encore un peu particulier puisque c'est au Caire et notamment sur l'immense place Tahrir que les manifestations, d'abord étudiantes, seront les plus importantes et entraîneront la démission du Président Moubarak le 11 février 2011.

2- Des changements de régimes rapides qui auront valeur d'exemple...

Le 11 février 2011, le Président Hosni Moubarak est poussé à la démission, deux jours après, le parlement est dissous et la constitution suspendue. Cette démission suit chronologiquement la fuite du Président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali devant les manifestations qui paralysent le pays et popularisent le slogan « digaj », (dégage) qui sera repris dans la plupart des pays arabes, le Premier ministre tunisien qui tentera de conserver le pouvoir devra lui-même démissionner le 27 février, sonnant la fin du régime Ben Ali.

Le happening de la place Tahrir au Caire sera le principal exemple de mobilisation. Ainsi, les occupations de places vont se multiplier et le lieu des manifestations à Benghazi en Libye sera d'ailleurs rebaptisé place Tahrir. On relève également une occupation de la place de la Perle à Bahreïn au cours de mouvements qui, de manifestations à caractère sociaux, dégénèrent rapidement en émeutes visant le régime puis prennent un caractère religieux de plus en plus marqué.

3- ... Et des guerres civiles qui s'enlissent

En Libye, les troupes loyales au Colonel Kadhafi tentent de juguler la rébellion, dont l'épicentre se trouve dans la région cyrénéique à Benghazi. Une zone d'exclusion aérienne est décrétée par l'ONU et, devant la menace de massacres des populations civiles de Bengazi, une coalition dirigée par la France va bombarder les blindés loyalistes, ce qui marquera le début du recul de Kadhafi qui, après que Tripoli ait finalement été reprise par le Conseil national de transition (les héritiers du printemps arabe) sera assassiné dans des circonstances restées peu claires le 20 octobre 2011.

En Syrie, la guerre civile ne s'est toujours pas complètement terminée en 2019. Composée au départ de civils et de quelques militaires s'appelant « l'armée syrienne libre », la rébellion contre le régime de Bachar Al Assad est très vite infiltrée par des éléments djihadistes issus d'Al Qaeda comme le front Al Nosra, puis une nébuleuse djihadiste de plus en plus organisée émerge et prend la ville de Mossoul au nord de l'Irak le 10 juin 2014, s'emparant des stocks d'armes de l'armée irakienne. Cette organisation, se proclame « Etat islamique en Irak et au Levant » (Daech, en arabe) et devient la principale force combattant le régime syrien.

Au Yémen, suite à des révoltes étudiantes auxquelles se joignent des tribus puis des cadres de l'armée, le Président Saleh finit, poussé par ses voisins du Golfe par accepter un plan de paix qui implique son départ et son remplacement par son vice-Président. Il est blessé dans un attentat le 3 juin 2011, ce n'est finalement que le 27 février 2012 que Saleh rend le pouvoir à son Vice-Président Abd-Rab Mansour Hadi dans une ambiance de chaos.

Au Bahreïn, les manifestations s'amplifient et entraînent l'intervention de troupes d'Etats du Conseil de Coopération du Golfe (principalement Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis et quelques forces du Qatar) pour mettre un terme à l'occupation de la place de la Perle. Elle sera définitivement évacuée le 16 mars, la situation revenant petit à petit à la normale à partir du départ des troupes saoudiennes le 4 juillet 2011.

4- Printemps arabe, hiver islamiste ?

D'une manière générale, les mouvements « révolutionnaires » de tous les pays concernés ont au final été infiltrés puis récupérés par des groupes religieux, djihadistes ou non. En Egypte, Mohamed Morsi membre des Frères musulmans remporte l'élection présidentielle du 30 juin 2012. La confrérie va pendant plus d'une année semer des troubles graves dans le pays.

En Tunisie, le parti Nahdha (ou enahdha), islamiste proche des frères musulmans, remporte les élections constituanes d'octobre 2011, des vagues d'attentats secoueront les pays plusieurs années durant.

En Libye, le pays est plongé dans le chaos, la structure tribale ne permet pas de réelles avancées et Daech et d'autres groupes djihadistes s'installent dans certains secteurs.

En Syrie, Daech finit par contrôler la majeure partie du territoire et proclame le califat le 29 juin 2014 à Mossoul en Irak. En Irak justement, les chiites étant visés par Daech, le gouvernement fait appel à des milices financées par l'Iran pour protéger les populations civiles.

Au Yémen, les Houthis, sur lesquels l'ancien Président Saleh s'appuie pour reprendre le pouvoir se heurtent au pouvoir issu du printemps arabe appuyé par une coalition de pays arabes qui plonge le pays dans une guerre civile meurtrière. L'ancien Président Saleh, estimant que la situation n'est humainement plus tenable, propose fin 2017 de renouer le dialogue avec le pouvoir officiel et la coalition et sera assassiné par ses alliés houthis (de confession chiite), de plus en plus aidés par l'Iran, qui tiennent toujours la capitale du pays Sanaa en juillet 2019.

5- Sortie de crise et lutte d'influence

Ces révolutions arabes ont vite laissé place à une lutte d'influence entre deux blocs distincts, soutenant chacun des camps dans les pays ayant connu le printemps arabe.

On retrouve ainsi le bloc Qatar/Turquie soutenant les frères musulmans dans tous les pays où cela fut possible, aidés en cela par la chaîne de télévision Al Jazeera qui joua un rôle de catalyseur en insistant sur les troubles et en mettant en valeur des islamistes (notamment en Tunisie et en Egypte) et des djihadistes (principalement en Syrie et en Irak) qui l'emportera dans un premier temps (avec notamment les difficultés rencontrées par le régime syrien, puis l'élection des frères musulmans en Egypte et en Tunisie).

Face à ce bloc, un autre ensemble émergera, tournant autour des monarchies traditionnelles du Golfe et particulièrement de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis, états respectivement sous le leadership croissant des deux jeunes princes héritiers Mohamed Bin Salman et Mohamed Bin Zayed. Ce bloc, ennemi des Frères Musulmans, favorisera un retour aux situations antérieures, notamment en Egypte avec les contre-manifestations qui aboutiront le 3 juillet 2013 au départ de Mohamed Morsi et à l'avènement progressif du Maréchal Abdel Fattah Al Sisi, puis en finançant le parti « laïque » Nida Tunis qui remporta les élections du 26 octobre 2014 en Tunisie. Pour le cas tunisien, nous sommes cependant loin de la situation antérieure, puisqu'un véritable embryon démocratique semble émerger de cette « révolution du Jasmin », le processus démocratique ayant été conduit par un groupe issu de la société civile nommé le « quartet du dialogue national », récompensé du prix Nobel de la paix en 2015.

Cette confrontation a également lieu en Libye où ce bloc soutient le Maréchal Khalifa Haftar, nouvel homme fort du pays dont les troupes sont en juillet 2019 aux portes de la capitale Tripoli.

On retrouve enfin ce bloc au sein de la « coalition arabe » au Yémen qui soutient le régime légitime issu du printemps arabe (président Hadi) retranché dans la ville côtière d'Aden face à la rébellion houthi qui contrôle notamment la capitale Sanaa. Cette guerre civile occasionne une crise humanitaire sans précédent.

Cette opposition entre ces deux blocs a notamment entraîné indirectement la crise entre l'émirat du Qatar et plusieurs Etats arabes survenue le 5 juin 2017 au cours duquel l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte, le Bahreïn et plusieurs autres Etats ont annoncé rompre leurs relations diplomatiques et commerciales avec le Qatar. L'une des exigences de ces pays est notamment l'arrêt de la diffusion de la chaîne de télévision Al Jazeera, accusée d'entretenir des troubles et de faire de l'ingérence dans leurs affaires internes. Cette crise n'a toujours pas été réglée à la mi 2019.

Conclusion : une révolution aux effets très variables

Le printemps arabe n'aura au final donné qu'une seule véritable « révolution » avec changement de régime. Ce sera la révolution du Jasmin en Tunisie. Les autres pays auront au mieux connu un statu quo avec quelques ouvertures et un retour à la normale (Bahreïn), une reprise en main musclée (Egypte) et des situations toujours chaotiques et dramatiques sur un plan humanitaire ailleurs (Syrie, Yémen, Libye). En outre, ce printemps arabe aura eu pour conséquences en Europe la crise des migrants, qui entrainera des progressions électorales des partis populistes un peu partout, notamment en Italie et en Europe centrale.